



**PRÉFET
DE CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Corse**

**Arrêté n°F09424P021 du
Portant décision d'examen au « cas par cas » relatif au projet de rétablissement du
transit littoral, sur le territoire de la commune de SANTA MARIA POGGIO, en
application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement**

**Le préfet de Corse,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3-1 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 15 février 2022 portant nomination du préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud (hors classe) – M. Amaury de SAINT-QUENTIN ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 avril 2023 nommant Monsieur Jean-François BOYER, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse à compter du 15 mai 2023 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2023-05-17-00002 du 17 mai 2023 portant délégation de signature à Monsieur Jean-François BOYER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2023-12-08-0000 du 08 décembre 2023 portant subdélégation de signature à des agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas, préalable au projet de rétablissement du transit littoral, sur le territoire de la commune de SANTA MARIA POGGIO, présentée le 6 mars 2024 par M. Eric MARCHETTI, responsable du pôle environnement, cycle de l'eau, GEMAPI, déchets et aménagement de l'espace ;

Considérant la nature du projet qui au prélèvement de 20 000 m3 de sédiments marins accumulés au droit du port de Taverna pour le rechargement des plages localisées au Nord du port, sur le territoire de la commune de SANTA MARIA POGGIO ; que l'opération sera réalisée durant 10 ans ; que ce projet vise au rétablissement artificiel d'un transit sédimentaire entre le sud et le nord au droit du port de Taverna et le rechargement des plages ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 13 « Tous travaux de rechargement de plage. » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la localisation du projet :

- au sein du site Natura 2000 du Grand herbier de la plaine orientale FR9402014 ;
- à 1.8km au nord du site Natura 2000 des « Dunes de Prunete-Caniccia » F09400617 ;

Considérant que le projet participe à la lutte contre l'érosion du littoral ;

Considérant les mesures d'évitement et de réduction prévues ;

Considérant les mesures envisagées pour la préservation de l'Herbier de Posidonie ;

Considérant que les opérations de transfert de sable auront lieu au mois de mai durant 4 semaines ; que les travaux seront achevés avant le commencement de la période réglementaire de baignade fixée au 15 juin ;

Considérant la mise en place de dispositifs de prévention et de lutte contre la pollution accidentelle en phase chantier ;

Considérant que, au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou la santé humaine.

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

ARRÊTE

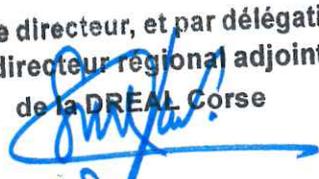
Article 1^{er} – Le projet de rétablissement du transit littoral, sur le territoire de la commune de SANTA MARIA POGGIO, faisant l'objet du présent arrêté **n'est pas soumis à étude d'impact**, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 – La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 – Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'autorité environnementale.

Article 4 – Le secrétaire général pour les affaires de Corse et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le directeur, et par délégation
Le directeur régional adjoint
de la DREAL Corse


Nicolas SURUGUE

Voies et délais de recours

— Recours administratif préalable obligatoire : à adresser à monsieur le préfet de Corse, Palais Lantivy, BP 401 – 20188 Ajaccio Cedex 1. Ce recours doit être obligatoirement introduit avant tout recours contentieux sous peine d'irrecevabilité de ce dernier. Formé dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision, il a pour effet de proroger le délai de recours contentieux.

— Recours contentieux : à adresser au Tribunal administratif de Bastia, Villa Montepiano, 20 407 BASTIA. Le Tribunal administratif de Bastia peut également être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr. Le recours contentieux peut être introduit dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable obligatoire.